





POPULATION 2020

*La démographie peut être un puissant moteur du processus
et du rythme de développement économique*

David E. Bloom



« La démographie, c'est le destin » : cette formule souvent invoquée suggère que la taille, la croissance et la structure de la population d'un pays déterminent son tissu socioéconomique et politique à long terme. Elle met en évidence le rôle de la démographie dans la configuration des questions nombreuses et complexes auxquelles sont confrontées les sociétés, dont plusieurs se rapportent à la croissance et au développement économiques.

Il est toutefois exagéré de dire que la démographie détermine tout : c'est minimiser le fait que les trajectoires démographiques, tout comme leurs incidences sur le développement, réagissent aux incitations économiques, aux réformes politiques et institutionnelles, ainsi qu'à l'évolution des technologies, des normes culturelles et des comportements.

Le monde connaît aujourd'hui un bouleversement démographique considérable constitué de trois volets : croissance de la population, évolution de la fécondité et de la mortalité, et modifications correspondantes de la pyramide des âges.

Croissance de la population

Il a fallu plus de 50 000 ans pour que la population mondiale atteigne le milliard d'habitants. Depuis 1960, des milliards d'habitants supplémentaires se sont ajoutés tous les dix ou vingt ans. La population mondiale était de trois milliards en 1960 ; elle a atteint six milliards au tournant du siècle et, selon les prévisions de l'Organisation des Nations Unies (ONU), elle dépassera neuf milliards d'ici 2037. Ce taux de croissance de la population s'est toutefois ralenti : après avoir culminé à plus de 2 % par an à la fin des années 60, il avoisine aujourd'hui 1 %, et devrait diminuer de moitié d'ici 2050.

Bien que le revenu mondial par habitant ait plus que doublé, que l'espérance de vie ait augmenté de 16 ans, et que la scolarisation des enfants en primaire soit devenue pratiquement universelle entre 1960 et 2000, la rapide croissance de la population pose d'innombrables défis redoutables tant sur le plan public que privé, notamment : répondre aux besoins croissants de nourriture, vêtements, logements, d'éducation et d'infrastructures ; intégrer des effectifs considérables dans des emplois productifs ; et protéger plus rigoureusement l'environnement. Même si la nature explosive de la croissance démographique mondiale s'atténue en termes relatifs, les augmentations d'une décennie sur l'autre demeurent considérables et partent de chiffres chaque fois plus élevés.

Les anciennes craintes d'une explosion démographique mondiale ont, dans une certaine mesure, cédé le pas à celles d'une croissance rapide de la population en particulier dans certains pays et certaines régions (voir « Un

monde plus mûr » dans le présent numéro de *F&D*). Le ralentissement général du taux de croissance démographique mondial masque en effet de différences considérables dans la répartition de la population de la planète selon l'état de développement et la région géographique.

Les pays classés par l'ONU comme pays moins développés comptaient 68 % des habitants de la planète en 1950 ; ils en représentent aujourd'hui 84 %. Cette proportion va continuer d'augmenter, car sur les près de 2 milliards nets d'habitants qui devraient s'ajouter à la population mondiale au cours des trente prochaines années, pratiquement tous naîtront dans des régions moins développées. C'est là un enjeu majeur puisque les régions moins développées ont tendance à être plus fragiles — politiquement, socialement, économiquement et écologiquement — que les régions plus développées.

Avec 1,44 milliard d'habitants, la Chine est actuellement le pays le plus peuplé au monde, suivi de l'Inde, avec 1,38 milliard d'habitants. Mais d'ici la fin de la décennie, l'Inde arrivera en tête, avec des projections de 1,5 milliard d'habitants, contre 1,46 milliard pour la Chine. Entre 2020 et 2050, le Nigéria (qui devrait dépasser les États-Unis pour devenir le troisième pays le plus peuplé de la planète) et le Pakistan (déjà parmi les dix pays les plus peuplés) connaîtront un bond spectaculaire. L'Asie continuera d'abriter une proportion dominante mais décroissante de la population mondiale (60 % aujourd'hui et 54 % en 2050).

Enfin, malgré la croissance continue de la population mondiale, 61 pays et territoires qui abritent actuellement 29 % de la population mondiale devraient connaître une croissance démographique négative entre 2020 et 2050, le déclin le plus prononcé (-23 %) étant prévu en Bulgarie (voir « Europe de l'Est : exode vers l'Ouest » dans le présent numéro de *F&D*).

Mortalité, fécondité et migration

La taille et la croissance d'une population témoignent des forces sous-jacentes de la mortalité, de la fécondité et des migrations internationales. Ces forces varient considérablement d'un pays à l'autre et peuvent contribuer à expliquer les principaux écarts d'activité et de résultats économiques, en termes de capital physique, travail et d'accumulation de capital humain, de bien-être et croissance économiques, et de pauvreté et inégalités.

Ces forces réagissent en général aux chocs économiques ; elles peuvent aussi réagir à l'évolution de la situation politique, notamment au début et à la fin de conflits et de crises de gouvernance. Dans nombre de pays en développement, la croissance démographique a été liée à un phénomène de « transition démographique », soit le passage d'un fort à un faible taux de mortalité, suivi d'une évolution correspondante du taux de natalité.

Dans les décennies à venir, la démographie sera plus favorable au bien-être économique dans les régions moins développées que dans les régions plus développées.

Durant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, un individu vivait environ 30 ans. Mais entre 1950 et 2020, l'espérance de vie est passée de 46 à 73 ans et devrait encore augmenter de quatre ans d'ici 2050. En outre, d'ici 2050, l'espérance de vie devrait dépasser 80 ans dans 91 pays et territoires au moins, qui abriteront alors 39 % de la population mondiale. Cet accroissement de la longévité est une réussite humaine colossale, conséquence de l'amélioration des perspectives de survie tout au long du cycle de vie, mais surtout chez les nourrissons et les enfants.

La convergence de l'espérance de vie d'un pays à l'autre reste forte. À titre d'exemple, l'écart d'espérance de vie entre l'Afrique et l'Amérique du Nord était de 32 ans en 1950 et de 24 ans en 2000 ; il est de 16 ans aujourd'hui. La diminution historique et prévisible des disparités entre pays en matière de santé témoigne de l'amélioration des revenus et de la nutrition dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de la diffusion des innovations dans les technologies et dans les établissements de santé et de la distribution de l'aide internationale.

Dans les années 50 et 60, une femme avait environ cinq enfants durant ses années de fécondité. Aujourd'hui, elle en a un peu moins de 2,5, ce qui s'explique sans doute par le coût croissant de l'éducation des enfants (y compris le coût d'opportunité, comme en attestent essentiellement les salaires des femmes), l'accès accru à une contraception efficace, et peut-être aussi l'insécurité croissante des revenus.

Cette baisse de la fécondité a d'incalculables incidences socioéconomiques. Elle a notamment contribué à soulager nombre de femmes de la charge d'engendrer et d'élever des enfants. Elle a aussi contribué à autonomiser les femmes dans leur foyer, leur communauté et leur société et leur a permis de participer plus activement au marché du travail rémunéré. Tous ces facteurs plaident en faveur d'une faible fécondité.

Entre 1970 et 2020, le taux de fécondité a baissé dans tous les pays du monde. Il a eu tendance à diminuer davantage dans les pays où il était initialement élevé, autre aspect de la convergence démographique. Géographiquement, l'Afrique et l'Europe sont aujourd'hui les régions où les taux de fécondité sont respectivement les plus élevés (4,3) et les plus faibles (1,6).

Si la pyramide des âges d'une population est suffisamment concentrée sur les années les plus fécondes, la croissance de la population pourra être positive à court et à moyen termes même avec un taux de fécondité de 2,1, car la faible fécondité par femme sera largement compensée

par le nombre de femmes ayant des enfants. Cette caractéristique de la dynamique de la population est qualifiée d'élan démographique et permet d'expliquer (avec les migrations) pourquoi la population augmente actuellement dans 69 pays et territoires, alors que leur taux de fécondité est inférieur à 2,1.

Les migrations internationales ont aussi leur importance pour la croissance démographique. Elles ont une très forte incidence dans un certain nombre de pays, tels que le Guyana, les Samoa et les Tonga, qui ont connu une forte émigration nette au cours des trente dernières années. Le Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar ont enregistré les taux les plus élevés d'immigration nette. Parmi les dix superpuissances démographiques du monde, les migrants ont la présence relative la plus forte aux États-Unis (15 % en 2019). Pour la plupart des pays, toutefois, les migrations internationales n'ont pas été une force démographique dominante, car plus de 96 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans son pays de naissance (voir « Immigrés : le chant du cygne » dans le présent numéro de *F&D*).

Dynamique de la pyramide des âges

La pyramide des âges d'une population reflète essentiellement son historique de fécondité et de mortalité. Dans les populations à forte mortalité, la hausse du taux de survie a tendance à se produire en prédominance chez les enfants, ce qui se traduit dans les faits par un boom des naissances. Tôt ou tard, cette explosion prend fin, car la fécondité ralentit à mesure que s'installe le sentiment d'une meilleure survie des enfants et que le nombre désiré d'enfants baisse avec le développement économique. Toutefois, lorsque ces cohortes relativement grandes de « baby-boomers » passent de l'adolescence à l'âge adulte, la tranche de population la plus apte à travailler et à épargner augmente considérablement.

Cette situation renforce la capacité productive de l'économie par habitant et donne l'occasion d'augmenter les revenus et de réduire la pauvreté rapidement. À en juger par les événements de ces dix dernières années, des soulèvements dans le monde arabe aux grandes manifestations plus récentes au Chili et au Soudan, il est clair également que les pays ne parvenant pas à créer suffisamment d'emplois pour de grandes cohortes de jeunes adultes s'exposent à une instabilité sociale, politique et économique.

Le concept de « dividende démographique » désigne le processus par lequel l'évolution de la pyramide des âges

peut stimuler la croissance économique. Il dépend, bien sûr, de plusieurs facteurs complexes, notamment de la nature et du rythme de l'évolution démographique, du fonctionnement des marchés du travail et des capitaux, de la gestion macroéconomique et des politiques commerciales, de la gouvernance et de l'accumulation de capital humain. Toutefois, selon le modèle de dividende démographique, il est possible d'expliquer bien des écarts de résultats économiques antérieurs entre différents pays et régions (Asie de l'Est par rapport à l'Amérique latine par rapport à l'Afrique subsaharienne, par exemple) et de déterminer les paramètres nationaux plus ou moins annonciateurs de croissance économique future. Ainsi, entre 2020 et 2030, le Népal, la Jordanie, le Bhoutan et l'Eswatini devraient connaître la plus forte progression au monde de la proportion d'actifs par rapport aux non-actifs.

Le rapport de dépendance économique (l'inverse du rapport actifs/inactifs) la pression économique exercée sur les actifs pour subvenir non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à ceux des personnes qui ne sont pas en âge de travailler. En 1990, ce rapport était nettement inférieur dans les régions plus développées que dans les moins développées (0,68 contre 1,04).

Dès 2020 toutefois, en raison de différentes tendances à la baisse de la fécondité et au vieillissement de la population, ce rapport a augmenté à 0,70 dans les régions plus développées et diminué à 0,75 dans les régions moins développées. Et d'ici 2050, il devrait être supérieur dans les régions plus développées (0,89) à celui des régions moins développées (0,77). Cette inversion semble indiquer que dans les décennies à venir, la démographie sera plus favorable au bien-être économique dans les régions moins développées que dans les régions plus développées, ce qui sera surtout vrai en Afrique, seule région où ce rapport devrait diminuer d'ici 2050.

Pour les pays qui n'ont pas encore connu de véritable transition démographique (République centrafricaine, Sierra Leone, Somalie et Tchad), les politiques économiques sont judicieusement orientées pour la faciliter : elles prévoient notamment des investissements en faveur de la survie des nourrissons et des enfants, tels que l'élargissement de la couverture vaccinale et de l'accès à des systèmes de soins de santé primaires bien équipés et dotés d'un personnel approprié.

Pour les populations qui ont vu s'améliorer la santé et augmenter le taux de survie, les pays gagneraient à mettre en place des politiques permettant une baisse de la fécondité, notamment en favorisant l'éducation des filles et l'accès aux services de santé génésique et de planification familiale.

Et dans les pays où une part relativement importante de la population est concentrée dans les tranches d'âge à forte capacité de travail et d'épargne, il convient d'instituer

des politiques visant à tirer parti des avantages potentiels d'une démographie favorable, notamment : encourager le fonctionnement de marchés compétitifs du travail et des capitaux, équiper les travailleurs en capital humain, bâtir des infrastructures, assurer une solide gestion macroéconomique, élaborer de judicieuses politiques commerciales et garantir une bonne gouvernance. De telles politiques sont toujours souhaitables, mais lorsque la tranche de population en âge de travailler est significative, les enjeux sont d'autant plus importants.

Un certain nombre de pays risquent d'avoir des difficultés à investir dans ces différents trains de mesures, car leur revenu par habitant est actuellement plus faible en termes réels qu'il ne l'était dans un certain nombre de pays aujourd'hui avancés lorsqu'ils en étaient à un stade démographique comparable.

Grisonnement mondial

Le vieillissement de la population est la tendance démographique dominante du XXI^e siècle — résultat de l'accroissement de la longévité, de la baisse de la fécondité et de la progression de grandes cohortes vers le troisième âge. Jamais auparavant de tels nombres de personnes avaient atteint les âges de 65 ans et plus (seuil traditionnel de la vieillesse). Un nouveau milliard de personnes âgées devrait s'ajouter dans les trente à quarante prochaines années aux plus de 700 millions d'ainés existant aujourd'hui. Parmi cette population, le groupe des 85 ans et plus augmente particulièrement vite et devrait dépasser un demi-milliard au cours des 80 prochaines années. C'est une tendance significative, car les besoins et les capacités de cette tranche d'âge ont tendance à être sensiblement différents de ceux des 65 à 84 ans.

Même si tous les pays du monde vont connaître ce phénomène de vieillissement, celui-ci progressera de façons considérablement différentes. Le Japon est actuellement le chef de file mondial, avec 28 % de sa population âgée de 65 ans et plus, le triple de la moyenne mondiale. D'ici 2050, 29 pays et territoires auront une proportion d'ainés plus élevée que celle du Japon aujourd'hui. En effet, la République de Corée dépassera le Japon pour atteindre le taux record de 38,1 % de personnes âgées. L'âge médian au Japon (48,4) est également aujourd'hui le plus élevé au monde et plus du double de celui en Afrique (19,7), mais d'ici 2050, la Corée (âge médian de 56,5 en 2050) devrait aussi dépasser le Japon (54,7) pour cette mesure.

Il y a trente ans, le monde comptait plus de trois fois plus d'adolescents et de jeunes adultes (15 à 24 ans) que de personnes âgées. Dans trente ans, ces tranches d'âge seront pratiquement au même niveau.

Par catégorie de revenu, la plus forte augmentation du nombre de personnes âgées se produira dans les pays

Parmi la population du troisième âge, le groupe des 85 ans et plus augmente particulièrement vite et devrait dépasser un demi-milliard au cours des 80 prochaines années.

actuellement classés comme pays à revenu intermédiaire, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où ces pays représentent 74 % de la population mondiale. Ce qui peut surprendre est que la proportion de personnes âgées dans ces pays augmente beaucoup plus rapidement que dans les pays à revenu faible ou élevé. En outre, par rapport aux pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire d'aujourd'hui devraient connaître des revenus réels sensiblement plus élevés lorsque leurs proportions de personnes âgées auront augmenté à des niveaux comparables : l'argument courant selon lequel les pays en développement vieillissent avant de devenir riches est ainsi démenti.

Le principal défi pour les pays à revenu intermédiaire n'est pas une insuffisance de revenu pour subvenir aux besoins de leurs aînés, mais plutôt l'efficacité avec laquelle leurs institutions et leurs politiques peuvent favoriser la sécurité socioéconomique des personnes âgées de façon financièrement pérenne.

Le vieillissement de la population alarme le monde entier. Savoir si cette longévité accrue signifie de vivre plus ou moins longtemps dans la fragilité, telle est l'une des questions sans réponse les plus fondamentales à laquelle sont confrontés les décideurs publics et privés de la planète (voir « Vivre longtemps en pleine santé » dans le présent numéro de *F&D*).

Les économistes continuent de s'interroger sur la croissance économique qui risque d'être tirée vers le bas par des pénuries de main-d'œuvre et de capitaux et par la chute des prix des actifs à l'avenir, lorsqu'une cohorte de plus en plus nombreuse et âgée cherchera à subvenir à ses besoins en liquidant ses investissements. Autre grande question, celle des contraintes budgétaires : les finances des États seront mises à rude épreuve par la hausse des engagements de retraites et le coût des soins de santé et de longue durée résultant de l'augmentation prévue de l'incidence et de la prévalence de maladies chroniques, telles que le cancer, entre autres. Ces problématiques seront toutefois partiellement compensées par la valeur croissante, mais généralement négligée, créée par le troisième âge sous forme d'activités productives non marchandes, comme le bénévolat et les prestations de soins.

En l'absence d'enseignements historiques d'un monde peuplé de tant de personnes âgées, notre avenir collectif est d'autant plus incertain. Il serait toutefois irresponsable de faire comme si de rien n'était face aux défis du vieillissement démographique.

Diverses solutions pourraient atténuer le poids économique de ce vieillissement, notamment des réformes visant à favoriser la viabilité financière et l'équité intergénérationnelle du financement des systèmes de santé et de retraite. Le relèvement de l'âge légal de la retraite, resté relativement stable dans presque tous les pays depuis plusieurs décennies (voir « Vieillir sans s'appauvrir » dans le présent numéro de *F&D*) pourrait aussi alléger la charge. Des incitations fiscales à la natalité constituent également une option à long terme, bien que leur effet sur la fécondité reste encore à prouver.

D'autres stratégies consistent notamment pour les systèmes de santé à privilégier la détection précoce et la prévention des maladies, en sensibilisant davantage la population, par exemple, aux bienfaits de l'activité physique et en la subventionnant. Atténuer les obstacles institutionnels et économiques à l'immigration internationale en provenance de régions dotées de grandes populations en âge de travailler pourrait réduire les pénuries de main-d'œuvre.

Enfin, les innovations technologiques rendront probablement plus tolérables les effets du vieillissement de la population. De nouveaux médicaments de nature à ralentir le processus de vieillissement et à prolonger la vie en bonne santé, ainsi que l'invention et l'utilisation de dispositifs d'assistance, tels que les robots, en sont deux exemples parmi tant d'autres. Des innovations institutionnelles se profilent également à l'horizon, notamment les nouveaux modèles de soins de santé à domicile, de réseaux de transports publics, de conception des aménagements urbains et d'instruments financiers.

Conclusion

Les indicateurs démographiques mondiaux, régionaux et nationaux ont considérablement évolué depuis le début des années 50 et sont appelés à connaître des changements tout aussi radicaux dans les prochaines décennies. Parmi les phénomènes démographiques mondiaux, l'enjeu prioritaire reste le vieillissement, et non plus la croissance de la population. Toutefois, ces deux phénomènes et leurs facteurs sous-jacents ont eu et continueront d'avoir de profondes répercussions sur une multitude d'indicateurs et de paramètres du bien-être économique et du progrès. Les données démographiques ne sont pas figées, leurs implications pour le bien-être individuel et collectif non plus. **FD**

DAVID E. BLOOM est professeur d'économie et de démographie à l'école de santé publique T.H. Chan de l'université Harvard.